



## 3<sup>ème</sup> APPEL DE LA COORDINATION NATIONALE ÉCOLE EN DANGER

COLLECTIFS SALARIÉS DE L'ÉDUCATION &  
PARENTS MOBILISÉS

REUNIE LE 14.03.09 À MONTPELLIER



L'assemblée générale nationale Ecole en danger, qui s'est tenue le 14 mars 2009 à MONTPELLIER a rassemblé des représentants de collectifs de salariés de l'éducation et de parents de 31 départements en lutte.

La coordination nationale Ecole en danger réaffirme sa volonté de mobilisation pour la défense et la promotion d'un service public d'éducation de qualité. Ceci passe par le retrait de toutes les réformes qui menacent le service public d'éducation de la maternelle à l'université.

### Nous appelons à refuser :

- La suppression de 13500 postes qui dégrade les conditions d'enseignement et d'apprentissage.
- La suppression des RASED et la mise en place de l'aide personnalisée en dehors du temps scolaire.
- La mise en place d'évaluations nationales destinées à mettre en concurrence les écoles et les établissements.
- La mise en place de structures privées et payantes pour les enfants de deux ans.
- La mise en place des EPEP qui va couper le lien entre écoles, élèves, parents, et renforcer les pressions hiérarchiques.
- Les nouveaux programmes rétrogrades et inadaptés.
- Le recours de plus en plus régulier à des personnels précaires et non formés pour assurer les remplacements et les missions de service public (accompagnement éducatif...) et notamment le Service Minimum d'Accueil.
- La multiplication des heures supplémentaires et des remplacements à l'interne au détriment de l'emploi public et de la qualité de l'enseignement.
- La réforme du lycée qui n'a été que repoussée.
- La suppression du BEP qui va laisser pour compte les élèves les plus fragiles, et la mise en place du Bac Pro en 3 ans qui va dévaloriser le diplôme.
- La suppression des IUFM et la remise en cause de la formation initiale et continue.
- Le fichage systématique des élèves : BASE ELEVES, SCONET...
- La banalisation des interventions policières dans les établissements et la traque des élèves sans papiers.
- La remise en cause du droit de grève et des droits syndicaux.

### En préalable à toute discussion, nous exigeons :

- Le retrait de toutes ces mesures qui visent à terme un véritable démantèlement du service public d'éducation.
- La levée des sanctions touchant les personnels, étudiants et lycéens en lutte.

## Nous exigeons :

- La **création des postes** nécessaires à un fonctionnement de qualité du service public d'éducation.
- La prise en charge des enfants en difficulté par **des personnels qualifiés, spécialisés, et titulaires**, avec des mesures pédagogiques adaptées et sur le temps scolaire.
- La **titularisation** de tous les **personnels précaires**.
- Une **école gratuite et laïque, accessible à tous ceux qui le désirent dès deux ans**.
- La préservation de la **liberté pédagogique des enseignants**.

## Nous appelons à:

- Un **mouvement revendicatif d'ampleur** passant par la grève, le blocage, la désobéissance, l'occupation et qui ne cessera qu'au retrait des mesures Darcos.
- Participer à **la grève du 19 mars**, et à être présents dans les manifestations et Assemblées générales et à **mettre en discussion la grève reconductible**. (cf communiqué)
- Se coordonner dans l'action et les luttes à l'échelle locale par **la création de collectifs et de coordinations départementales** et, à l'échelle nationale, par le choix **de mandats chargés pour chaque département de faire le lien avec la coordination nationale** (y compris pour recenser les sanctions).
- Organiser le **jeudi 2 avril** une **« journée nationale de résistance de la maternelle à l'université et de refus de la précarité dans l'éducation »** dans et hors de tous les établissements scolaires : écoles, collèges, lycées, universités...
- Mener des **actions régulières dans les établissements scolaires le mardi**.
- **Interpeller les élus** (maires, sénateurs et députés) sur les mesures actuelles sur l'éducation (voir propositions sur le site).

## Nous dénonçons :

- Toutes les **intimidations, sanctions, répressions** visant à briser les mouvements de contestations sociales. Nous appelons à mettre des actions de **solidarité** pour s'y opposer. (cf communiqué)
- La **manipulation médiatique de l'information** et appelons chacun à construire ses propres réseaux d'informations et à participer aux assemblées générales souveraines.

**Nous nous adressons aux fédérations syndicales de l'éducation, aux fédérations de parents, aux coordinations étudiantes et lycéennes pour qu'elles soutiennent et portent unitairement les revendications de la Coordination Nationale Ecole en danger.**

**Nous appelons à une nouvelle assemblée générale nationale des collectifs de salariés de l'éducation et parents mobilisés autour d'École en danger le samedi 18 avril à DIJON.**

Contact : [agnationale@yahoo.fr](mailto:agnationale@yahoo.fr)

Site de regroupement des collectifs : <http://www.agnationale.org>